

Les Verts invités à intégrer une grande alliance au Parlement européen

LE RÉSUMÉ

La négociation de la prochaine **majorité au Parlement européen** débute mardi.

Les partis européens commenceront par examiner **une alliance quadripartite** entre démocrates chrétiens, socialistes, libéraux et verts.

VINCENT GEORIS

Mardi prochain, les ténors des partis politiques européens convergeront vers Bruxelles pour commencer à négocier une nouvelle majorité au Parlement européen.

Quelle coalition tiendra les commandes de la plus grande assemblée occidentale? Plusieurs scénarios sont possibles. Deux sortent du lot. Un seul s'imposerait.

Le parti pivot est, dans tous les cas de figure, le groupe des libéraux, l'ex-ADLE, sur lequel le président

français Emmanuel Macron a lancé une OPA. Le nom de ce nouveau groupe sera connu mardi soir, il devrait comporter les mots «Europe» et «Renaissance». Son candidat à la présidence de la Commission, sera aussi connu. Il pourrait s'agir de Margrethe Vestager.

Ce groupe politique a agrégé des élus d'autres partis, et il continue à le faire. Cette semaine, l'ancien écolo Daniel Cohn-Bendit faisait un nouvel appel du pied aux Verts pour les attirer aux côtés de Macron.

Majorité traditionnelle ou alliance progressiste

Les libéraux devraient s'allier avec les deux perdants de ces élections. Les démocrates chrétiens (PPE), privés de 38 députés mais toujours premier parti politique d'Europe, et les socialistes (S&D) dépouillés de 27 élus. Cette coalition traditionnelle, disposant de 437 sièges sur 751, est le scénario le plus probable, à en croire les sources proches des discussions. La formule serait déjà discutée en coulisses. Des «grands formats» la soutiennent, comme Guy Verhofstadt et le socialiste néerlandais Frans Timmermans.

Pour autant, les négociations ne débiteront pas par cette coalition à trois. Les partis traditionnels ont

prévu de commencer par négocier la formation d'une quadripartite, (PPE, S&D, libéraux, Verts; 506 sièges), intégrant les préoccupations climatiques et la «vague verte».

Le coprésident des Verts Philippe Lamberts a présidé la première réunion entre les quatre partis, juste après les élections. «Les écologistes ont été invités à déposer une proposition dans le cadre de leur participation à une grande coalition», dit Philippe

Lamberts. *Nous avons obtenu un levier grâce à ces élections, mais il n'est pas infini. Nous allons examiner la volonté des autres partis à appliquer les propositions écologistes, s'ils ont une volonté progressiste ou non. Nous souhaitons un vrai changement de cap.*

Le groupe des Verts, avec 69 députés, est le parti qui a gagné le plus de sièges (+ 17). Cette coalition progressiste pourrait relancer le projet européen et faire front à l'extrême droite, en pleine recomposition elle aussi. Le groupe en gestation de

Matteo Salvini et Marine Le Pen dépasserait les 70 élus.

La CDU et les Grünen allemands ont tenté une coalition PPE, S&D et Verts. Avec 401 sièges, elle serait viable. Mais en cas de Brexit, privée des élus britanniques, elle serait minoritaire. «Ce serait comme bâtir sur du sable», dit Emmanuel Foulon, un porte-parole des socialistes.

Les partis traditionnels jouent la carte de l'ouverture aux écologistes. Mais jusqu'où iront-ils? Certains dossiers épineux peuvent fâcher les futurs partenaires, comme la négociation d'accords de libre-échange tels que le TTIP. La majorité des socialistes, quand bien même Paul Magnette a mené une fronde contre le CETA, ne s'opposent pas à la signature des prochains traités. Il n'est pas sûr que les Verts cèdent du terrain et acceptent des accords n'intégrant pas leurs prérequis en matière de durabilité.

Il se pourrait qu'en cours de route, les partisans de la coalition traditionnelle prennent l'ascendant. Les vieilles habitudes, comme un partage plus aisé des postes clés, ont la peau dure.